lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 308 — SEMAINE DU 23 AU 29 JUILLET 1974 — PRIX : 2 F

QUAND LES PAYSANS TIENNENT LES ROUTES les ministres se terrent

courrier

A propos de l'article "L'écologie, un apolitisme réactionnaire" (L.O. n° 303)

Salut !

Vous avez consacré une page de votre hebdomadaire à l'écologie. Votre rapporteur n'a pas trouvé de mots assez forts pour exprimer son mépris devant ce phénomène, récent il est vrai, mais qui, malgré ce que vous feignez de croire, représente davantage qu'une mode.

Alors qu'un grand nombre de critiques réelles et profondes peuvent actuellement être développées sur le phénomène écologique, l'auteur, et cela est stupéfiant, n'utilise que des arguments subjectifs, n'hésitant pas à recourir à des procédés intellectuels peu glorieux. Ce qui est grave dans cet article, c'est que son but avoué est de donner des leçons de socialisme à des groupes, en se démarquant par rapport à leurs prises de position et cela, alors que l'auteur ne connaît ni la réalité de ces mouvements de contestation écologique ni, et cela est pire, les problèmes de surpopulation et d'énergie.

L'auteur parle des **« Positions ambigues et réactionnaires de Dumont »**. C'est vrai, mais il fallait dire que ce fait est la conséquence directe de l'hétérogénéité des groupes qui l'ont soutenu (et c'était justement le but des Assises de Montargis de faire éclater cette hétérogénéité par une politisation du mouvement).

Vous écrivez : **« Dumont et ses amis se refusent à parler en termes de classe »**. C'est faux, et l'auteur le sait bien qui utilise par ailleurs des extraits du tract de soutien à Dumont dans lequel il est écrit : **« C'est un seul et même système qui organise l'exploitation des travailleurs et la dégradation des conditions de vie et qui met en péril la terre entière »**. D'autre part, parmi les tendances qui se sont exprimées à Montargis, il y en a eu pour prôner une radicalisation extrême du mouvement. Sans doute Pierre Vernant était-il absent à ce moment-là.

Ce qui est vrai par contre, c'est qu'il existe, dans le mouvement écologique, des groupes qui redoutent toute politisation du débat. C'est le cas en particulier de ceux qui se réclament de la Charte de la nature (Philippe Saint-Marc, écologiste de Giscard). Mais dire que l'écologie, ce sont ces gens-là, et ces gens-là seulement, est un mensonge. (...)

Enfin, et c'est là que l'article devient un peu débile, quand l'auteur aborde les thèmes de « surpopulation » et « les centrales nucléaires », on mesure où peut entraîner le sectarisme quand il repose sur des **a priori** erronés. (...)

1) Les centrales nucléaires ne sont pas un progrès : elles résultent de l'application civile d'une découverte qui, à l'origine, a été utilisée par les militaires. Après, n'est-ce pas, il a bien fallu rentabiliser l'atome...

2) Les centrales nucléaires polluent :

— par le réchauffement des cours d'eau nécessaires à leur refroidissement ;

— par les pertes radioactives que les techniciens ne parviennent pas à maîtriser complètement ;

— par l'accumulation des déchets radioactifs dont personne ne sait que faire.

3) Les centrales nucléaires sont dangereuses : même si la probabilité d'accident est faible ce n'est pas à une poignée d'individus de faire le choix de ce risque.

4) Il y a d'autres solutions : énergie marémotrice, géothermique, solaire — qui valent la peine que l'on s'y intéresse.

Au nom d'une mystique assez curieuse du progrès, l'auteur se retrouve à côté de Debré et de Leprince-Ringuet. Cet entourage me gêne personnellement davantage que celui de Dumont.

Il est exact qu'actuellement l'écologie est un marais — mais par votre attitude sectaire, vous ne faites qu'apporter une critique supplémentaire, superficielle et inutile d'un mouvement qui, même si beaucoup de ses promoteurs ne sont pas crédibles, recouvre une réalité sur laquelle il sera trop tard de s'interroger dans cinquante ans.

Faire le socialisme d'accord, mais autant que possible j'aimerai que ce soit sur terre et non pas dans un monde où l'homme sera devenu un étranger.

Mais il est vrai que pour vous l'avenir est sur les autres planètes...

B.,
aide-chimiste,
Roussel-Uclaf.

Lettre d'un écologiste apolitique réactionnaire à LO

Lors de sa campagne et vous le soulignez, R. Dumont a préconisé la fixation du prix de l'essence à 5 F pour stopper l'asphyxie des villes, cela peut sembler outrageux, soit, je ne suis moi-même pas d'accord avec une telle mesure, mais vous oubliez de préciser que Dumont et le mouvement écologique **ont préconisé une réorganisation totale des transports en commun et leur gratuité totale.**

De plus, tous les maux que nous écologistes dénonçons, comme vous dites, sont effectivement réels, mais ils ne sont **pas tous** un produit du système capitaliste.

Je pense par exemple aux centrales nucléaires, qui sont une aberration totale et qui existent ou vont exister partout dans le monde ! On dit souvent que les centrales nucléaires gérées sous un régime capitaliste offrent moins de sécurité que dans un régime socialiste qui lui ne sacrifierait pas au profit la sécurité des citoyens, cela est vrai. Mais il est aussi vrai que les déficiences techniques existent partout (incident du réacteur de Shevtchenko sur les bords de la mer Caspienne en février 1974... Incendie du réacteur de Chooz de la centrale EDF 3 fin 1966 en France... Fuite de déchets radio-actifs due à la corrosion des conduits, 14 novembre 1973, à Manford (USA), 35.000 litres de déchets radio-actifs liquides sont ainsi répandus dans le sol).

Et il est aussi vrai qu'une entreprise humaine est **toujours faillible** (sur les seize lancements Apollo, il y en a eu au moins un qui a raté et qui a coûté la vie à trois cosmonautes, croyez-vous que la NASA n'avait pas essayé de **tout** prévoir pour ne pas mettre en danger la vie de ces cosmonautes qui représentent quand même des investissements qui se chiffrent en centaines de milliards ?).

Avez-vous seulement pensé à ce que ferait l'explosion d'une centrale comme celle de Valery-en-Caux, groupant quatre réacteurs de 1.200 MWe chacun ? Avez-vous pensé au nombre de morts, de blessés, d'irradiés et d'évacués que cela occasionnerait ? Avez-vous pensé que le sol ainsi contaminé serait incultivable sur des dizaines d'années ? Avez-vous pensé que Rouen et sa région économique, donc importante pour le pays, seraient rayés de la carte ? (...)

Je pense également au problème de la surpopulation que vous réfutez en bloc, sans même opposer d'arguments précis concernant les conditions dans lesquelles comme vous dites : **« les moyens techniques existent pour nourrir plusieurs milliards d'hommes, seule fait défaut l'organisation sociale... »**.

Raisonnement qui n'est pas entièrement faux, mais qui ne tient pas compte des réalités écologiques. Nous pensons en effet que l'organisation sociale doit être assurée pour que chacun puisse y trouver son compte, je le pense encore plus pour les tiers-mondistes, mais vous ne précisez pas **combien** de milliards d'hommes la terre peut nourrir. Mais quand on aura trouvé la réponse avec exactitude, il sera trop tard. (...)

C'est pour ça que nous écologistes disons :

Faire la révolution, d'accord, elle changera l'organisation sociale et permettra à tous de prendre réellement part à la vie collective, mais nous voulons souligner que pour nous une société, quelle qu'elle soit, ne peut se développer et s'accroître indéfiniment, car la terre a des limites.

Leconte T.,
Comité d'Action Ecologique,
BP MDPL « Ecologie Mt-St-Aignan »
1127 Rouen - St-Sever.

Nous nous félicitons que dans le mouvement écologiste, il y ait des groupes partisans, comme le dit notre premier correspondant, « d'une politisation extrême du mouvement », **et conscients que les problèmes de la pollution, de l'environnement, ne sont pas des problèmes purement « écologiques », mais bien des problèmes politiques. Et, si des personnes de plus en plus nombreuses prennent conscience, à travers les problèmes écologiques, des dangers que fait courir à l'humanité tout entière l'évolution de la société actuelle, — c'est-à-dire de la société capitaliste —, si par là, ils prennent conscience d'un certain nombre de choses sur le plan politique, eh bien, nous nous en félicitons !**

Mais malheureusement, le point de vue « écologique » revient en grande partie à se tromper d'ennemi. Nous prendrons un seul exemple : nos correspondants nous décrivent, en long et en large, les dangers que font courir les centrales nucléaires. Mais il s'agit-là de risques d'accident, que les techniciens actuels cherchent tout de même à éviter, même si une société socialiste consacrait sans doute bien plus d'efforts pour que le respect de la sécurité de la population soit absolu, ce qui — quoiqu'en disent nos correspondants — est techniquement tout à fait possible. Et si cette sécurité n'est pas absolue pour le moment, c'est bien parce que la société capitaliste préfère se préoccuper de rentabilité que de la sécurité et de la vie des personnes !

Mais il y a des dangers infiniment plus grands planant sur l'humanité que les accidents dans les centrales nucléaires : c'est, par exemple, la guerre thermonucléaire.

Car les armes que les « grands » accumulent dans leurs magasins ont, elles, pour but avoué de détruire des pays entiers et les vies de millions d'hommes. Et si demain une telle guerre éclate, ce ne sera pas le fait d'un accident mais bien le résultat de la politique consciente de l'impérialisme. Et une telle guerre n'est encore que le danger le plus grave que fait courir au monde la société capitaliste. Chaque jour, cette société cause autant de destructions, de souffrances, de morts par la famine que n'en causerait un seul accident dans une centrale atomique. Car si deux milliards d'hommes à l'heure actuelle sont sous-alimentés et parfois meurent de faim dans le monde, ce n'est absolument pas le résultat de la « surpopulation » mais l'œuvre du système capitaliste qui, alors que la planète recèle largement les ressources pour faire vivre l'humanité actuelle, appauvrit constamment les deux-tiers de la population mondiale par la surexploitation qu'il leur fait subir !

Pourquoi les écologistes s'obstinent-ils à se battre contre quelques aspects des dangers du capitalisme, mineurs relativement à tous les autres, en préconisant des solutions en grande partie réactionnaires ? Nous nous battons, nous, socialistes, contre le système capitaliste dans son ensemble et sous tous ses aspects. Nous proclamons que la seule façon de bannir le danger de la guerre thermonucléaire, de bannir l'exploitation, les famines, que subissent chaque jour des milliards d'hommes, et de bannir la pollution par l'exploitation rationnelle et contrôlée des ressources naturelles et des connaissances techniques, c'est de renverser le système capitaliste. Et mettre au premier plan la lutte contre le danger des centrales nucléaires ou les dangers de la surpopulation dans un siècle, c'est se battre contre des moulins à vent, s'attaquer à quelques conséquences du système et non au système lui-même. C'est surtout se tromper d'ennemi, s'attaquer parfois au progrès lui-même, et non à l'utilisation qu'en fait la bourgeoisie.

Alors, nous nous félicitons que nos deux correspondants s'affirment d'accord pour la révolution et le socialisme. Mais ils ajoutent « à condition que ce soit dans un monde où l'homme ne soit pas devenu un étranger ». Nous affirmons, nous, justement, qu'il n'y a pas d'autres moyens pour éviter cela que la révolution prolétarienne et le socialisme. Et faire passer avant cela la lutte sur les problèmes « écologiques », c'est mener une lutte apolitique, au mieux sans issue, et au pire réactionnaire...

EDITORIAL

Quand les paysans tiennent les routes, les ministres se terrent

LE gouvernement a consigné les ministres à leur domicile ce week-end pour éviter des mésaventures avec les paysans. Cette information parue dans la presse samedi dernier en dit long sur la gêne éprouvée par le gouvernement devant la vague de manifestations paysannes qui touche, l'une après l'autre, toutes les régions de ce pays.

Les paysans manifestent. Et ils ne prennent pas de gants pour montrer leur mécontentement. Ils recherchent au contraire les démonstrations spectaculaires. Ils affichent un parfait mépris des lois et des règlements édictés par nos ministres. Et ceux-ci de déplorer que le monde paysan ne comprenne pas mieux les bonnes intentions du gouvernement !

Et ceci prouve deux choses. La première, c'est que contrairement à ce qu'affirment souvent les grands partis de gauche, qui prétendent que la classe ouvrière ne doit pas recourir à des actions violentes pour ne pas effrayer la paysannerie (ou les petits commerçants), les paysans ne sont nullement effrayés par le recours à des actions décidées. Et qu'ils savent au contraire les utiliser, quand ils pensent que c'est nécessaire à la défense de leurs intérêts.

La seconde c'est que la détermination paie. Si les paysans s'étaient contentés de protester « dans le calme et la dignité », suivant la formule consacrée ou de signer des pétitions, leur mécontentement serait passé inaperçu. Alors qu'aujourd'hui personne ne l'ignore, et qu'ils ont su en même temps se faire respecter du pouvoir et de sa police.

Nous, travailleurs des villes, nous pouvons nous inspirer de cet exemple. Les travailleurs des champs sont nos alliés naturels. Comme nous, avec nous, ils produisent tout ce qui est indispensable dans cette société, toutes les richesses. Et comme nous, ils ne bénéficient que des miettes de cette production. Les classes sociales qui produisent tout — ouvriers et paysans — profitent le moins de la société actuelle. Toutes les autres classes vivent mieux.

Bien sûr les paysans qui manifestent depuis quinze jours ne sont pas exploités de la même manière que nous. Ils ne sont pas salariés, contraints de vendre leur force de travail à un patron qui empoche tout le produit de leur travail. Beaucoup possèdent même le lopin de terre qu'ils cultivent ou sur lequel ils font de l'élevage. Mais ils n'en sont pas moins victimes de la société capitaliste, d'une société dans laquelle une petite poignée de parasites s'enrichit sans cesse sur le travail de la grande armée des producteurs.

L'exploitation des paysans se fait par l'intermédiaire des circuits de distribution, des grandes surfaces, qui n'achètent le produit de leur travail que quand ils peuvent en tirer un bénéfice suffisant, et qui sont responsables de cette situation paradoxale qui voit les prix des produits agricoles diminuer depuis des mois à la production, et augmenter sans cesse au niveau de la distribution.

Et les autres victimes de cette organisation insensée de la société, où tout se fait au seul bénéfice de quelques-uns, c'est nous, les travailleurs des villes, en tant que consommateurs. Nous avons le même ennemi que les paysans, la société capitaliste.

Nous sommes donc solidaires de leurs luttes, malgré toutes les tentatives démagogiques de dresser les autres couches de la population laborieuse contre la paysannerie, sous prétexte que les manifestations de paysans « gênent » les automobilistes, les téléspectateurs, ou le Tour de France ! D'ailleurs, nous, travailleurs, ne nous accuse-t-on pas aussi des mêmes péchés lorsque nous nous mettons en grève ?

Et, devant la hausse des prix, dès la rentrée, il nous faudra bien aussi montrer notre mécontentement si nous ne voulons pas être des victimes consentantes.

Quitte à aller en chœur goûter nous aussi aux petits fours ministériels !

FRANÇOISE GIROUD A LA CONDITION FÉMININE

MADAME Express a donc finalement son demi-portefeuille. La voilà nommée secrétaire d'Etat à la Condition féminine.

Françoise Giroud avait bien, au moment de la constitution du gouvernement Chirac, fait la fine bouche. On ne lui proposait alors qu'une « délégation ». Elle ne voulait pas, disait-elle, « s'installer dans la cuisine de Matignon et faire du café pour ces messieurs de l'UDR ».

A présent elle aura droit à un tabouret dans la salle à manger et aura même des jours de sortie où elle pourra faire, dans son journal, le point du changement, sans risque, advenu dans la condition féminine.

Elle avait appelé à voter Mitterrand ? Et alors ? Mitterrand n'est pas élu, c'est bien dommage, mais en attendant il faut agir. Et la directrice de **l'Express** se sent tout à fait à l'aise pour agir dans le cadre du gouvernement Chirac.

Il faut dire que, d'après ses déclarations d'intention, Mme Giroud ne déparera pas ce gouvernement de bonne volonté et de poudre aux yeux.

Elle envisage rien moins que la création d'un poste de « médiatrice » qui recevrait les doléances montant jusqu'à elle de toutes les femmes de France victimes de mesures discriminatoires. Une Pierre Bellemare gouvernementale en quelque sorte. Voilà pour l'égalité. Quant à l'avortement, la fondatrice de **Elle** a déjà exprimé son idée sur le sujet : L'avortement légal doit être institué, largement « consenti », mais avec un « contrôle modérateur ». Entendez par là que l'avortement ne sera pas libre et qu'on décidera toujours à la place des femmes si elles ont ou non le droit de ne pas avoir d'enfant.

Elle ne ment pas, elle n'écrit plus, mais elle cause à la table des ministres

On le voit, le féminisme de Françoise Giroud ne risque pas d'effrayer Giscard, ni Chirac, ni même les vieux barbons de l'UDR. Il se limite à de belles intentions et surtout à un joli style. Tout ce qu'il faut pour plaire à Giscard. Les femmes n'ont rien à attendre de ce secrétariat ni de sa secrétaire ; rien de fondamental ne changera dans la condition féminine.

Tant il est vrai que l'oppression de la femme est inhérente à la société capitaliste et que la seule chose que peuvent et veulent faire nos gouvernants, c'est de faire semblant de vouloir y remédier en donnant à leurs velléités un visage et... un jupon.

Arlette LAGUILLER.

sommaire

EN FRANCE

Page 3 :
— Françoise Giroud à la Condition féminine.
Page 4 :
— Clairvaux et Nîmes : la révolte contre la barbarie d'une société.
— Quand les petits patrons revendiquent.

● Leur société

Page 5 :
— Au Centre FPA de Chevigny Saint-Sauveur (Dijon), c'est la vie de château.
— Grève dans un foyer de jeunes travailleurs de Lyon.
— Faute de personnel on refuse des malades dans les hospices civils de Lyon.
Page 9 :
— Clermont-Ferrand : pagaille à la Sécurité sociale.

● Dans les entreprises

Page 8 :
— Polymécanique (Pantin) : comment les patrons « s'occupent » de la sécurité.
— CII (Toulouse) : un service en grève contre le licenciement d'un intérimaire.
— Chaussures André (Nancy) : 250 licenciements déguisés.

DANS LE MONDE

Pages 6 et 7 :
— Chypre : le sort de l'île aux mains des grandes puissances.
Page 12 :
— Le nouveau gouvernement : la gauche, otage des militaires.
— Espagne : l'heure des choix pour les classes dirigeantes.
— L'attentat de la tour de Londres : un acte odieux qui dessert la cause des catholiques d'Ulster.

DIVERS

Page 10 :
— Feuilleton.
Page 11 :
— Cinéma : **Flics et voyous.**
— Livres : **Une liaison** (de Carlo Cassola).
— Sélection télévision.
— Mots croisés.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. 4 ter, rue du Bouloi Département Presse Offset

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 75865 PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F	de 390 F à 650 F suivant pays

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

Clairvaux et Nîmes :

La révolte contre la barbarie d'une société

LA colère a éclaté à Clairvaux vendredi, et vingt-quatre heures après, à la prison de Nîmes. Les quelque 400 détenus de la Maison Centrale de Clairvaux, et les deux cents de la prison de Nîmes se sont révoltés. A Clairvaux, la mutinerie a été déclenchée par une brimade, certes quasi quotidienne dans les prisons, mais non moins odieuse pour autant : à la suite d'une bagarre entre prisonniers, on venait de condamner un prisonnier au « mitard », cette prison dans la prison, espèce de trou sans aération ni lumière où les détenus ne peuvent parfois pas se tenir debout et où ils peuvent passer des jours voire des semaines, tabassés par les gardiens et même attachés sur un lit !

Voilà les méthodes barbares, dignes des supplices du Moyen Age que l'on utilise dans les prisons françaises du XX^e siècle pour « amender les délinquants » !

Dans la Maison Centrale de Clairvaux, la plupart des prisonniers sont condamnés à quinze ans et plus de cette vie de brimades incessantes. De quoi acculer les plus endurcis au désespoir. Et c'est effectivement avec l'énergie du désespoir qu'ils se sont battus et ont tout détruit dans la prison, mettant le feu aux ateliers, saccageant les cellules, etc., comme à Toul en décembre 1971, comme à Nancy en janvier 1972.

L'objectif des détenus est de rendre la prison inutilisable afin d'être mutés ailleurs. Sans aucun recours contre le directeur de la prison qui règne en maître d'autant plus incontesté que le système pénitentiaire est à la fois sous la tutelle du ministre de la Justice et du ministère de l'Intérieur qui se renvoient la balle, les prisonniers ont pour seul espoir de se faire muter dans une prison où le directeur serait moins inhumain.

Vain espoir, bien souvent, car c'est tout le système lui-même qui est inhumain et barbare. Dans ces prisons où la société jette pêle-mêle tous ceux dont elle veut se débarrasser, on avilit encore un peu plus les détenus. Loin de leur redonner l'espoir d'une vie normale, on les acule au désespoir. Loin de combattre la criminalité, on l'y entretient. Et si la rage, le désespoir et la folie ont amené un Buffet et un Bontems à tuer leurs otages innocents, ils en poussent d'autres, bien plus nombreux, au suicide (onze suicides déjà depuis le début de l'année dans les prisons françaises).

En fait la société impuissante se venge férocement de quelques milliers d'individus dont elle a elle-même contribué à faire des criminels.

Et lorsque ces individus se révoltent contre les traitements inhumains qu'on leur fait subir, la société prend peur, et c'est encore la répression sauvage qui est son unique recours. Samedi matin, à l'aube, gendarmes et CRS venus de Reims, de Chaumont, de Langres et même de Paris ont donné l'assaut à la prison et se sont battus pendant plusieurs heures. On dénombre parmi les détenus deux morts et une quinzaine de blessés dont l'un très grièvement.

Evidemment gendarmes et CRS n'y sont pour rien puisqu'ils affirment que les prisonniers se sont tués entre eux. Et bien malin qui démontrera le contraire puisque l'administration fait tout pour que rien ne transpire de ce qui se passe à l'intérieur des prisons.

Et seules ces flambées de violence périodiques permettent aux détenus de n'être pas complètement oubliés du reste de l'humanité, de faire éclater le scandale des prisons et d'étaler au grand jour la honte de cette société lâche, barbare et impuissante.

Dominique CHABLIS.

QUAND LES PETITS PATRONS REVENDIQUENT

Dans la foulée des paysans, ce sont maintenant les PME (petites et moyennes entreprises) qui revendiquent, car nombre de mesures du plan anti-inflation de Giscard touchent directement les plus petites entreprises. C'est le cas de la majoration de 18 % de l'impôt sur les bénéfices de 1973, payable au plus tard le 15 septembre, avec un minimum de 3.000 F. Cette somme doit également être payée par les sociétés qui ne font pas de bénéfices. Si cela est bien souvent le cas des plus grandes entreprises qui, grâce aux amortissements et à l'autofinancement font échapper la plus grosse partie de leurs bénéfices réels à l'impôt, ce peut être le cas aussi des petites entreprises pour d'autres raisons. Elles paieront comme les plus gros trusts ce minimum de 3.000 F.

Il y a également l'encadrement du crédit. Le résultat en est que les banques accordent toujours les crédits demandés par les grandes entreprises, mais refusent ceux des petites.

Les PME revendiquent également « l'arrêt des mesures sociales », et l'on ne peut s'attendre à autre chose de la part des petits patrons qui sont la plupart du temps âpres à faire suer à leurs ouvriers les petits profits qu'ils réalisent avec difficulté du fait de la concurrence.

D'ailleurs les « formes de lutte » dont ils menacent le gouvernement, la menace de réduire leurs horaires et réduire leur personnel, montrent assez qu'ils sont prêts à défendre leur existence sur le dos de leurs ouvriers.

Le gouvernement a laissé entendre qu'il était disposé à quelques concessions : à admettre « un certain réechelonnement des échéances fiscales ou sociales ». C'est Fourcade qui l'a déclaré. Les petits patrons auront ainsi probablement la permission de ne pas payer leurs cotisations à la Sécurité sociale dans certaines circonstances.

Mais cela ne changera pas le fond du problème, et les PME sont destinées à faire les frais de la crise et de l'inflation si celles-ci devaient s'approfondir, et à sombrer pour permettre aux plus grosses de surnager.

Pour juguler l'inflation, un gouvernement des travailleurs restreindrait certes lui aussi le crédit. Mais au lieu de le restreindre en fonction de la puissance des entreprises, il le ferait en fonction de l'utilité de ce qu'elles produisent et des conséquences que cela pourrait avoir pour les consommateurs.

Alors qu'aujourd'hui l'on voit des crédits accordés pour fabriquer des « Concorde » qui vont finir à la ferraille, ou des automobiles qui iront pourrir dans les champs, quand ce n'est pas des Mirages qu'on voudrait ne voir jamais utilisés, pendant que des usines fabriquant des produits nécessaires risquent d'être paralysées, et leurs ouvriers transformés en chômeurs.

Si l'encadrement du crédit contrôlé par les travailleurs peut être un immense facteur de progrès, celui réalisé au profit des trusts et des monopoles sous la menace impérative de la crise, ne supprime ni la gabegie ni l'anarchie du système capitaliste. Il ne fait que les rendre plus insupportables.

Jean LAMARCK.

Chevigny-Saint-Sauveur (Dijon)

Au Centre F.P.A., c'est la vie de château !

CHEVIGNY - SAINT - SAUVEUR, petite agglomération située à dix kilomètres du centre ville de Dijon, est très mal desservie. C'est là qu'est implanté un Centre de formation professionnelle pour adultes. La direction fait toute une publicité sur le cadre magnifique du centre, construit dans et autour d'un château. Mais pour les quatre cents stagiaires, ceci n'est que l'envers du décor.

Pour entrer dans un CFPA, il faut passer un test psychotechnique après lequel, en principe, on est dirigé selon le métier choisi. En fait, il n'est pas rare d'être casé seulement là où il y a de la place.

On entre dans ce centre pour une période de quatre à treize mois ; ceci selon les différents métiers. Pendant la durée du stage, on perçoit une rémunération fixée par l'Etat à 110 % du SMIC pour le stagiaire de plus de 18 ans, à condition qu'il ait travaillé pendant les trois derniers mois précédant son entrée. Quant au jeune de moins de 18 ans, il n'a droit qu'à une aumône de 360 F par mois ; et avec cela, il doit payer 210 F de nourriture par mois, sans compter le matériel et les vêtements de travail qui sont à ses frais !

La FPA est en relation étroite avec les patrons, notamment pour placer les « diplômés » à la fin de chaque stage.

Rien d'étonnant alors, à ce que nos conditions de travail ressemblent étrangement à celles de l'usine : sur les machines, pas de sécurité, flaques d'huile dans certaines allées, machines archaïques et vétustes ; en outre, certains professeurs n'ont rien à envier à des chefs d'usine...

La FPA, c'est aussi un règlement intérieur digne de celui d'une caserne : pas de liberté de presse, pas de politique dans le centre, pas de droit syndical, pas de droit à l'affichage, etc., sous peine de renvoi immédiat ! Il y a quelques temps, les délégués des stagiaires avaient demandé une amélioration à la direction, qui, en réponse, n'a rien trouvé de mieux que d'accentuer le caractère répressif de ce règlement. Ainsi, à l'internat, nous sommes tenus de rentrer à 22 h 30 le soir, d'éteindre la lumière et de faire régner un silence absolu, toujours sous peine de renvoi de l'internat (notons que c'est un Centre d'adultes et que parmi nous il y a... des pères de famille !) ; pour ce qui est de l'hygiène qui y règne, un exemple : les draps sont changés... toutes les six semaines...

Quant aux loisirs, parlons-en ! Ils sont quasiment inexistants. Lors de l'entrée en stage, on nous fait payer une somme de 10 F pour avoir droit... à des jeux de cartes et des jeux de dames ! Accumulés, ces 10 F font aujourd'hui un million d'AF, somme qui, en principe, devrait être gérée par l'Amicale des Stagiaires, dans le but d'améliorer la vie du foyer. En fait, c'est la direction seule qui a tout pouvoir sur l'utilisation de cet argent.

Voilà quelques aspects de la vie quotidienne que nous menons au centre FPA de Chevigny-Saint-Sauveur ; on veut faire de nous des êtres dociles, prêts à tout accepter. Mais que ce soit à la FPA ou après, à l'usine, bon nombre de stagiaires sont conscients qu'il ne faut pas se résigner et qu'il faut lutter contre l'exploitation.

Correspondant L.O.

Lyon

GRÈVE DANS UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS

VOILA près de sept mois que les résidents du foyer de jeunes travailleurs « Etats-Unis », à Lyon, sont en grève des loyers. Venus de tous les coins de France ou de l'étranger, les résidents, jeunes travailleurs pour la plupart, doivent non seulement payer 240 F pour une chambe individuelle ou 190 F pour une chambre à deux, mais aussi verser une caution de 200 F. De plus, ils sont obligés de prendre vingt repas au restaurant voisin sous peine d'en être pour 50 F de leur poche.

Non contente de cela, la direction du foyer décidait en décembre dernier d'augmenter de 20 % le prix du loyer. Depuis cette date, les jeunes travailleurs du FJT sont en grève des loyers. Ils refusent cette augmentation et demandent le retrait de la caution de 200 F.

Mais malgré la détermination des résidents (80 % des grévistes), une campagne de signatures dans le quartier et une manifestation qui réunissait deux cent cinquante personnes, le 4 avril, la direction refuse toujours de céder. Elle compte sur l'isolement progressif des grévistes : en effet, les jeunes travailleurs ne restent en moyenne que trois à quatre mois au foyer. Ce calcul risque de faire long feu, car les nouveaux résidents se joignent généralement à la grève malgré de multiples pressions : menaces d'expulsion des plus de 25 ans, signature du règlement intérieur, menaces de poursuites en justice, etc.

Les résidents ont fait une conférence de presse, mardi 18 juin, pour informer plus largement la population lyonnaise de leur action. Sept mois de lutte n'ont pas entamé leur détermination et ils sont bien décidés à continuer pour obtenir satisfaction.

Correspondant L.O.

Manifestation de jeunes du foyer le 4 avril 1974.

Hospices civils de Lyon

Faute de personnel, on refuse des malades

Ces derniers mois, la situation a encore empiré dans les hôpitaux lyonnais. A l'hôpital Edouard-Herriot, il y a près de quatre cents lits fermés sur deux mille quatre cents. Aux pavillons d'urgence N et N bis, il y a des malades dans les couloirs : un malade qui avait quitté son lit pour aller aux toilettes l'a retrouvé occupé par un autre malade en revenant ! Récemment, en réanimation, il y avait douze malades pour huit lits. On garde dans les pavillons d'urgence des malades qui ne trouvent pas de place dans les autres services.

A l'hôpital de la Croix-Rousse aussi, le manque de personnel est dramatique. Deux services surtout sont touchés. Le premier, Delore, est un service de chirurgie digestive où il y a trente malades graves. Il ne reste plus que sept infirmières sur quatorze. Et cet été, l'administration va fermer le service de réanimation qui lui est adjoint, ce qui obligera à garder les opérés ayant besoin d'être réanimés à Delore même, avec un personnel réduit en raison des congés.

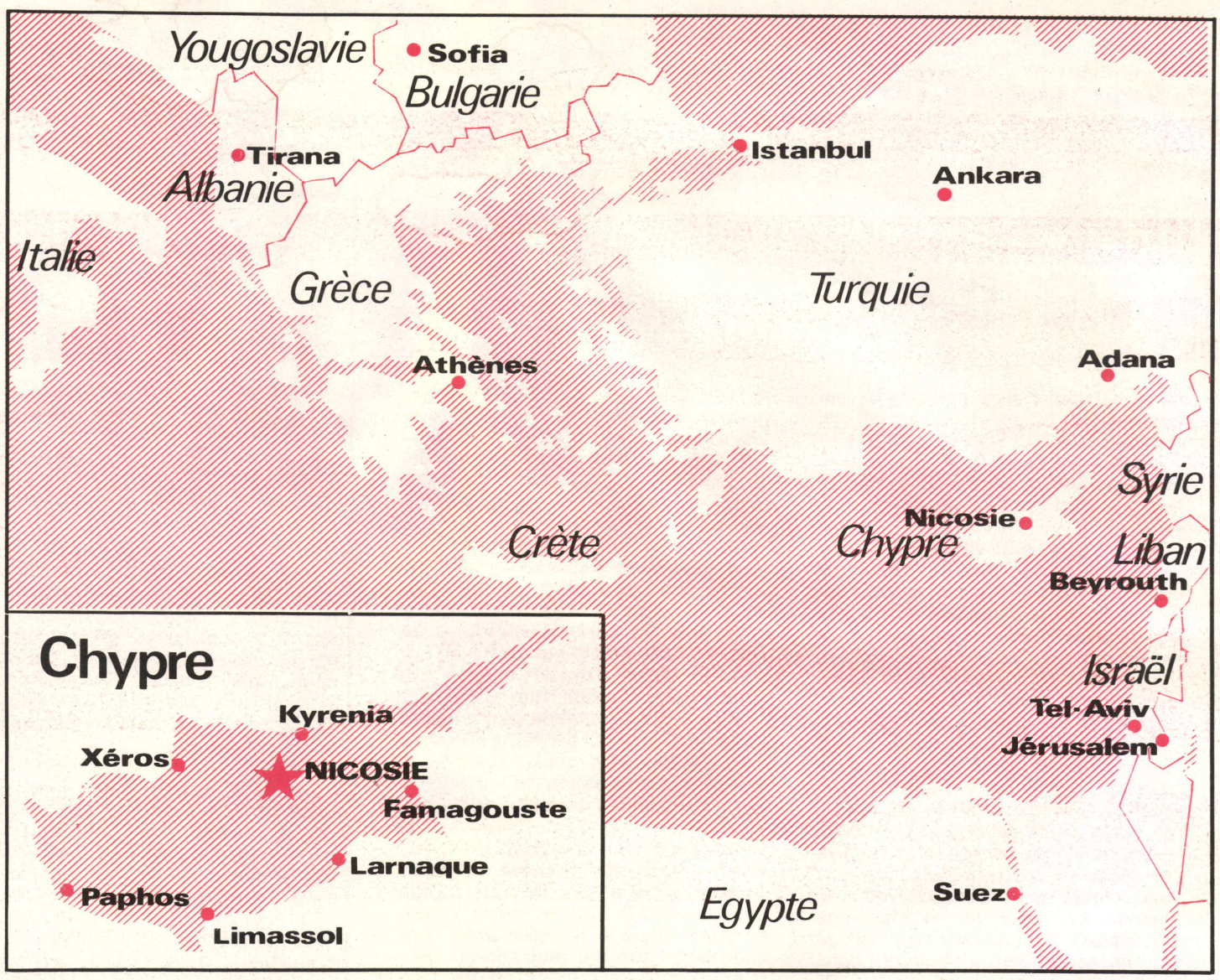
La direction embauche des infirmières intérimaires pour boucher les trous. Mais il arrive qu'une intérimaire se retrouve seule dans le service pendant tout un après-midi alors qu'elle ne connaît ni le matériel, ni les malades. Le dimanche, l'infirmière étant souvent seule avec une aide-soignante et une dame de service, la cheftaine vient en dehors de ses heures pour aider. Quant aux nuits, l'assistante hospitalière est souvent absolument seule.

L'autre service, le CIR, est un service de réanimation : c'est le seul à Lyon, avec celui du pavillon N de Grange-Blanche. Il ne reste plus que quatorze infirmières sur trente. Aussi, sur trente lits, il y en a en permanence une dizaine de fermés. Des malades sont refusés tous les jours et ne peuvent pas aller ailleurs alors que les soins nécessités sont urgents. On fait une sélection et on ne prend pas les malades âgés : en somme, ces malades n'ont plus qu'à mourir chez eux ! La nuit, il n'y a plus que trois veilleurs sur six, si bien que des accidents sont possibles à tout moment.

Pendant les vacances, de nouveaux services vont fermer, en plus de ceux qui sont restés fermés tout l'hiver. Pourront-ils rouvrir à la rentrée ? Rien n'est moins sûr car tous les jours des hospitaliers donnent leur démission, et ne reviendront donc pas après les vacances. De plus, la nouvelle promotion d'infirmières ne sortira qu'en février à cause de l'allongement des études.

Le personnel hospitalier, qui en a assez de cette situation, a fait appel aux journaux lyonnais pour la dénoncer, et ceux-ci l'ont largement répercutée. La CGT a également organisé une conférence de presse et envisage de créer à la rentrée un Comité de défense de l'hôpital public. C'est dans cette voie que nous devons continuer car ce n'est qu'en faisant éclater le scandale que nous pourrons obliger le gouvernement à faire réellement quelque chose.

Correspondant L.O



CHY

LE S
DE
AUX
DES GR
PUISS

AU moment où nous écrivons sion n'a cessé de monter débarquement turc dans l'î était théoriquement accept ment la menace d'une guerre comp quelques heures, si le cessez-le-fe parole va de nouveau être aux dip

Il est bien entendu difficile, à l'origine du putsch qui a renversé l leur gouvernement ou la CIA, com leurs récents succès diplomatique le moment était bien choisi de se d Makarios, qui jouait de l'équilibre f tout étrangères qui le maintenaien une politique neutraliste entre l'Es colonels grecs à la recherche d'un Ont-ils estimé que les USA, mis d trop heureux d'être débarrassés d mettre en place mais qui avait pr parfois indocile ne pouvaient que s tes les affaires de ce genre, les d ne changent d'ailleurs rien au fond

L'initiative des officiers putsc de réactions à l'intérieur de Chyp particulier celle, militaire, de la Tu qui est évident depuis quinze ans sait sur un équilibre des plus pré quées de trop nombreuses forces pion sur l'échiquier ne change pa en branle toutes ces forces antago unes par les autres : gauche gre chypriote, Chypriotes turcs contre quie, USA contre URSS.

La parole est donc une nouvell cocter une nouvelle solution com de Zurich et de Londres, il y a qu un nouveau régime semblable a Makarios ? Un partage de l'île en des solutions présente d'innombr tout elle apparaît d'évidence com la précédente, sujette à être remis

Car il est vrai que tant que le pas la volonté de vivre ensemble ments nationalistes exacerbés et poil ou par n'importe quelle puiss pendra en aucun cas des Chypr l'étranger, même pas à Athènes o ou à Washington. C'est ce qui est d'hui.

Chypre

L'INTERET que portait et que porte l'impérialisme à la possession de Chypre s'explique avant tout par des considérations stratégiques.

L'île n'est en effet qu'à quelques centaines de kilomètres de Port-Saïd, qui garde l'entrée du canal de Suez, à quelques minutes par avion d'Israël, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie, de l'Irak, et enfin de la Turquie et de la Grèce elles-mêmes. C'est-à-dire qu'elle peut servir de base pour « rétablir l'ordre » dans tous les pays du Moyen-Orient et ceux de l'est du bassin méditerranéen, comme ce fut le cas pour l'Egypte en 1956, lors de la nationalisation du canal de Suez.

Enfin, Chypre sert actuellement, dans le cadre de l'OTAN, de refuge à deux importantes bases britanniques et à de puissantes installations de radars et d'écoutes américaines. L'URSS n'est pas très loin, à mille kilomètres environ...

Les raisons impérieuses qui poussèrent et qui poussent encore l'impérialisme à maintenir sa domination sont donc évidentes. Et c'est cette domination qui a marqué, en lettres de sang, toute l'histoire chypriote depuis maintenant plus de cent ans.

A l'origine, l'île n'était peuplée que de Grecs. Les Turcs, eux, n'apparurent qu'au XVI[e] siècle, lors de l'extension de l'empire ottoman. Pour maintenir sa domination sur Chypre, le sultan de Constantinople fit, à l'époque, distribuer des terres à quelques dizaines de milliers de soldats turcs venus s'installer avec leurs familles, terres du reste qui ne furent pas ôtées aux Grecs mais à la faible noblesse vénitienne qui auparavant occupait l'île.

Au cours des siècles, la communauté turque s'intégra complètement au pays. Des sympathies apparurent même entre les deux communautés et l'on put voir des soulèvements contre le sultan où les deux populations luttèrent côte à côte.

En 1878, avec l'accord de Constantinople, la Grande-Bretagne occupa l'île. Dès lors, les rapports entre Grecs et Turcs allèrent en se dégradant et jusqu'à aboutir à des heurts sanglants.

L'impérialisme anglais commençait à répandre son poison. Fidèle à une tactique éprouvée, il divisait pour mieux régner, il favorisait une communauté par rapport à l'autre, il exacerbait les antagonismes nationaux et ce, pour maintenir sa domination avec un minimum de troupes d'occupation.

A l'aube de la Première Guerre mondiale, le gouvernement de Londres, opposé à la Turquie dans le conflit à venir, s'appuya sur la population grecque. On alla même jusqu'à promettre de céder l'île à la Grèce à la seule condition que ce pays entre en guerre aux côtés des alliés. Ce qu'il fit d'ailleurs en 1916, mais il était alors trop tard...

En 1922, la Turquie, dont l'empire avait été démembré, venait de connaître une révolution démocratique bourgeoise. Un mouvement nationaliste turc s'était alors développé à Chypre et protestait contre le rattachement de l'île à la Grèce (Enosis), revendiquant soit le rattachement à la Turquie soit le statu quo.

Comme le retour à la Turquie n'était qu'un rêve utopique, étant donné la faiblesse numérique de la population turque, les nationalistes turcs, pour s'opposer à l'Enosis, préférèrent encore le statu quo. C'est-à-dire qu'ils se montrèrent disposés à soutenir l'occupant britannique.

L'Angleterre se montra évidemment ravie et s'empressa d'exploiter ces bonnes dispositions en s'appuyant sur la minorité turque de l'île.

Ainsi, par exemple, le conseil législatif qui assistait le gouverneur britannique comprenait neuf Grecs et trois Turcs élus, plus six membres nommés donc pro-anglais. La coalition des voix anglo-turques, plus la voix du gouverneur qui avait droit de vote en ce conseil, permettait ainsi de neutraliser facilement les voix grecques.

DEUX COMMUNAUTÉS FACE A FACE

Cependant, malgré tous les efforts des colonialistes britanniques, ceux-ci ne réussirent pas à l'époque à créer un fossé vraiment profond entre les deux communautés. Et l'on vit en 1931 les voix turques et grecques faire bloc et des troubles éclater. Pour réprimer l'agitation, le gouvernement de Londres n'eut alors plus d'autres solutions que d'appeler à la rescousse la Royal Navy et les troupes. Les occupants tentèrent même un moment de s'appuyer sur la minuscule communauté arménienne de l'île. L'arménien devint la quatrième langue officielle de Chypre, et, à la plus grande surprise sans doute des Arméniens eux-mêmes, les poteaux indicateurs furent rédigés également dans leur langue.

Avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le conflit devint plus aigu. En 1950, un plébiscite organisé au sein de la communauté grecque donna une majorité quasi absolue pour l'Enosis. Ce plébiscite servit de point de départ à une violente agitation, qui s'acheva en insurrection armée.

Le gouvernement d'Athènes porta l'affaire devant l'ONU et y soutint les maquisards chypriotes. Les Turcs, eux, comme prévu, se montrèrent intransigeants et s'opposèrent à l'Enosis. C'est ainsi que l'Angleterre devint l'arbitre d'un conflit gréco-turc et non plus, comme avant, l'adversaire principal des Grecs.

Finalement, en 1959, la lutte s'acheva par les accords de Zurich et de Londres, qui sont un compromis entre les impérialismes britanniques et américains et les Grecs et les Turcs.

Les accords stipulaient que l'île serait indépendante, que la Grande-Bretagne possèderait deux bases militaires dont le terrain n'appartiendrait même pas au nouvel Etat, mais serait considéré comme territoire anglais. Et surtout, la sécurité de l'impérialisme semblait garantie par la Constitution chypriote qui, sous des dehors démocratiques, était quasiment inapplicable.

Chaque communauté avait pratiquement son armée. Les lois sur les finances et sur les impôts, pour devenir réalités, devaient être approuvées par la majorité des députés de chaque communauté. Le président de la République était un Grec mais le vice-président était turc et disposait du droit de veto pour toute décision concernant la politique extérieure et la sécurité de l'Etat, etc.

Comme on le voit, l'île était ingouvernable pour peu qu'une communauté refuse de coopérer avec l'autre.

De plus, tout changement de la Constitution devait, pour devenir effectif, obtenir l'approbation des trois gouvernements signataires des accords, à savoir celui de Londres, d'Athènes et d'Ankara.

Et c'est donc sur un compromis, équilibre des plus précaires, que s'était installé le régime de Makarios .

Georges LATTIER.

...PRE

...SORT L'ILE ...MAINS ...RANDES ...ANCES

..., ce lundi matin, et après que la ten... pendant deux jours à la suite du ...e, on apprenait qu'un cessez-le-feu ... par Ankara et Athènes. Provisoire... ...lète gréco-turque est écartée. Et dans ...u est bien effectivement appliqué, la ...lomates.

... l'heure actuelle, de savoir qui est à ...Makarios. Est-ce que ce sont les USA, ...ne le suggèrent beaucoup ? Forts de ...s au Moyen-Orient ont-ils pensé que ...débarrasser d'un homme, l'archevêque ...fragile des forces chypriotes mais sur... ...t au pouvoir et se piquait de mener ...t et l'Ouest ? Est-ce que ce sont les ... succès pour consolider leur régime ? ...evant le fait accompli, et finalement ...un homme qu'ils avaient contribué à ...profité de sa situation pour se montrer ...soutenir l'initiative ? Comme dans tou... ...eux hypothèses sont permises. Elles ... de la situation.

...nistes, déclenchant toute une chaîne ...re mais surtout internationales et en ...quie, a souligné une nouvelle fois, ce ...: le régime politique de Chypre repo... ...aires ; dans cet équilibre sont impli... ... pour que le fait de remuer un seul ...s toute la situation et ne remette pas ...nistes provisoirement neutralisées les ...que chypriote contre droite grecque ... Chypriotes grecs, Grèce contre Tur...

...e fois aux diplomates. A eux de con... ...ne celle qui était sortie des accords ...inze ans. Quelle sera cette solution : ... précédent ? Avec Makarios ? Sans ...re la Turquie et la Grèce ? Chacune ...bles difficultés d'application. Et sur... ...ne tout autant fragile et précaire que ...e en cause à la première occasion.

...s deux communautés de l'île n'auront ..., tant qu'elles laisseront leurs senti... ...utilisés par des démagogues de tout ...ance étrangère, le sort de l'île ne dé... ...otes eux-mêmes, mais se règlera à ...u à Ankara d'ailleurs, mais à Londres ... encore en train de se passer aujour...

Jacques MORAND.

MAKARIOS : L'homme du compromis qui ne satisfait personne

LES événements politiques, dont l'île de Chypre est le théâtre depuis maintenant une semaine, apparaissent comme le comble du paradoxe. En effet, tandis que le 15 juillet dernier une fraction importante de la majorité chypriote grecque de l'île résistait avec acharnement aux militaires putschistes, partisans pourtant de son vieil idéal, le rattachement de Chypre à la « mère patrie » grecque, le samedi 20 juillet, ce sont les armées turques qui pénétraient sur le territoire de l'île pour restaurer le statu quo existant avant le coup d'Etat militaire, c'est-à-dire pour tenter d'imposer le retour au pouvoir du président chypriote grec Makarios. Des Chypriotes grecs luttant contre d'autres Chypriotes grecs, et des Turcs accourant au secours d'un régime dont ils se prétendent la minorité opprimée, voilà qui semble à première vue bien incompréhensible, mais qui est pourtant tout un symbole et ne fait qu'exprimer le caractère bonapartiste du régime de l'ex-président Makarios.

En effet, depuis son accession à la présidence de la République chypriote, il y a quatorze ans, l'archevêque Makarios gouverne grâce à la résultante de forces à l'intérieur comme à l'échelle internationale qui lui sont foncièrement hostiles, et dont l'équilibre est des plus précaires.

L'ethnarque chypriote est venu au pouvoir comme l'homme des compromis et c'est comme tel qu'il s'y est maintenu jusqu'à son renversement récent.

Quand, en 1960, Makarios devint président de la République de Chypre, il fut le premier président de la République d'un nouvel Etat qui accédait tout juste à l'indépendance, après plusieurs siècles de domination turque et plusieurs décennies de colonisation britannique. Et si Makarios, à cette époque, accepta d'être l'homme de cette politique d'indépendance, c'est après avoir milité pendant des années en faveur d'une tout autre solution politique, celle qui était chère au cœur de toute la population d'origine grecque de l'île : l' « Enosis », ou le rattachement pur et simple de Chypre à la Grèce.

Mais à cette solution s'opposait, outre la Grande-Bretagne, (puisque c'est à sa colonisation directe que l'Enosis comptait mettre fin), la minorité turque de l'île soutenue par la Turquie.

La lutte armée, engagée en 1955 par les partisans de l'EOKA (Organisation nationale des combattants chypriotes grecs) contre l'impérialisme britannique avait rendu la situation explosive et une nouvelle solution politique nécessaire.

Mais quelle solution ? N'étaient envisageables ni le rattachement à la Turquie, ni le rattachement à la Grèce. D'une part parce que l'une ou l'autre des deux communautés se seraient opposées à l'une ou à l'autre des solutions. D'autre part parce que pareille solution n'aurait certainement pu résulter que de la victoire par la force armée d'une communauté sur l'autre, entraînant inévitablement des risques de guerre entre la Grèce et la Turquie, ce dont l'impérialisme américain, qui s'appuyait sur l'un et l'autre de ces Etats pour maintenir son ordre au Proche-Orient, ne voulait surtout pas.

C'est ainsi que la solution de l'indépendance politique de l'île fut retenue. Une solution qui fut acceptée par tout le monde parce qu'elle ne satisfaisait personne. Et Makarios accepta de se faire l'homme de ce compromis très fragile et fut accepté comme tel parce que, pour tous, pour les membres des deux communautés comme pour la Grèce, la Turquie et l'impérialisme, il fallait de plusieurs maux choisir le moindre.

Mais la fragilité de cet équilibre sur lequel reposait le régime Makarios devait vite apparaître au grand jour.

A la Noël 1963, Makarios dut affronter une émeute sanglante entre les deux communautés, à la suite de sa décision unilatérale d'amender la constitution de l'Etat chypriote, et en particulier de supprimer au vice-président appartenant à la minorité turque son droit de veto sur les décisions gouvernementales. Pendant deux mois, l'île fut le théâtre de combats farouches, accompagnés de la menace constante d'une intervention militaire turque.

Makarios eut donc à affronter la minorité turque. Mais pas seulement elle. Car au sein de la population grecque de l'île, le mécontentement aussi était profond. Beaucoup reprochaient à l'ethnarque d'avoir trahi en 1959-1960 l'idéal de rattachement à la Grèce et d'avoir lâchement cédé devant les pressions de l'impérialisme.

A la suite du coup d'Etat des colonels, en avril 1967, en Grèce, la situation devint un peu plus complexe encore. Pour des raisons non pas d'idéal, mais de contingences politiques nouvelles, la majorité chypriote grecque, en particulier sa fraction de gauche qui est loin d'être négligeable, acquit des raisons supplémentaires de soutenir, par la force des choses, Makarios et de repousser, du moins dans l'immédiat, l'idée d'un rattachement à la marâtre patrie. Mais, parallèlement, l'extrême-droite chypriote grecque, elle, se renforçait dans ses espoirs d'Enosis et, soutenue matériellement par le régime des colonels, mena avec de plus en plus d'acharnement et d'efficacité ses actions terroristes pour éliminer le président chypriote.

Ainsi, c'est par une espèce d'équilibre de la terreur, de la terreur d'une solution qui serait peut-être pire encore, que Makarios était tant bien que mal accepté, à l'intérieur.

Mais à l'extérieur, son régime reposait sur un équilibre tout aussi fragile. L'impérialisme américain, en 1960, avait contribué par ses menées diplomatiques à l'installer au pouvoir. Mais l'ethnarque bonaparte, qui n'était la solution rêvée pour personne, mais qui était de ce fait indispensable, était aussi du même fait relativement indépendant de toutes les forces qui avaient appuyé son accession au pouvoir. En 1963, Makarios se refusa obstinément à ce que Chypre devienne une base de stationnement des forces de l'OTAN. Il entretenait de bons rapports avec l'Union soviétique et laissait un Parti Communiste influent électoralement développer ses activités à l'intérieur. Et là recevant évidemment en contrepartie l'appui de ce Parti Communiste. Le pouvoir de Makarios ne reposait plus sur l'équilibre précaire des deux communautés de l'île. Il reposait aussi sur l'équilibre des forces russo-américaines. Dans cette Méditerranée orientale qui est, depuis des années, un des lieux chauds du globe où s'affrontent diplomatiquement et par armées locales interposées, les deux Grands, Makarios étant toléré parce qu'il savait jouer savamment de l'un contre l'autre et parce que les deux voyaient en lui la moins mauvaise des solutions possibles, les Soviétiques parce qu'ils n'espéraient rien de mieux qu'un tel régime, les Américains parce que renverser Makarios risquait de créer des problèmes plus importants encore que de le laisser en place.

Chose que, quelles que soient les responsabilités des USA dans le putsch ou les raisons qui les ont amenés à changer de politique, ils sont en train de vérifier ces jours-ci.

Michelle VERDIER.

L'archevêque MAKARIOS

Polymécanique (Pantin)

Comment les patrons "s'occupent" de la sécurité

UN exemple qui s'est passé récemment à la Polymécanique, usine qui fabrique les moteurs de Mobylette et qui appartient au groupe Motobécane (dont le ministre du Travail, M. Durafour, parcourut au pas de course les ateliers de Saint-Quentin au lendemain de son investiture), illustre la façon dont les patrons entendent la sécurité.

Un jeune ouvrier de 18 ans avait, le 26 juin, une phalange écrasée sur un poste de taraudage où, en l'espace d'un peu plus d'un an, six accidents semblables avaient déjà eu lieu. Des demandes de modification du poste avaient été faites par les délégués, tant au Comité d'hygiène et sécurité qu'à diverses réunions du Comité d'entreprise. En vain. Après ce dernier accident, la maîtrise de l'atelier voulut remettre sur le poste un délégué FO de l'atelier. Une modification avait été apportée, mais elle n'excluait pas le risque principal d'accident. Après en avoir fait la remarque écrite sur le cahier de sécurité, le délégué refusait de travailler à ce poste.

Il fut sanctionné pour cela d'un avertissement avec deux jours de mise à pied ! Pas sous le motif réel explicite, mais sous celui d'absence à son poste de travail.

Après une délégation à la direction qui ne donna rien, le délégué sanctionné s'adressa à l'inspection du Travail, au contrôleur de la Sécurité sociale, écrivit au ministre du Travail et au ministre de la Justice signalant les infractions notoires aux lois sur la sécurité et à celles concernant les règlements sur le fonctionnement des CHS.

Entre-temps, la direction avait remis des ouvriers au poste de travail malgré le danger imminent. Trois délégués FO du CHS voyant quelle attitude criminelle adoptait le patron, arrêtèrent d'autorité les deux machines en enlevant les fusibles. La direction les faisait remettre et, à peine quelques heures après, un septième accident se produisait à ce poste : un ouvrier s'entaillait un doigt.

Le jour même d'ailleurs se réunissait le CHS. Il visita le poste où, entre le moment de l'accident et le moment de sa venue, la modification demandée par le délégué mis à pied, avait été effectuée ! La direction fut cependant obligée de reconnaître que la modification avait été effectuée après le septième accident.

Cela n'empêcha pas le patron, deux jours plus tard, de sanctionner d'un avertissement et deux jours de mise à pied un autre délégué FO, pour avoir retiré les fusibles des taraudeuses et avoir ainsi fait perdre deux heures de production !

Que valent les doigts d'un ouvrier à côté de cela ! Il faut dire qu'il n'y avait guère eu de réaction de la part des travailleurs, la section CGT ayant refusé même de protester contre les sanctions. Il est vrai qu'elles touchaient des militants connus comme étant de Lutte Ouvrière.

L'inspecteur du Travail fut à nouveau appelé ; il constatait à nouveau les infractions et disait au patron qu'il « trouvait étonnant et regrettable qu'à propos de problèmes de sécurité, des sanctions soient prises contre ceux qui les soulevaient ». Les délégués FO demandèrent le retrait total des sanctions et signifièrent au patron qu'ils étaient prêts à le traîner en correctionnelle. Ce dernier pensant que son affaire pouvait tourner à son désavantage, supprima la deuxième sanction mais maintint la première en mentant sans vergogne, soutenant qu'elle n'était pas liée au problème de sécurité.

Il faudra de toute manière qu'il en réponde devant le tribunal, car les militants de la section FO sont décidés à aller jusqu'au bout.

Correspondant L.O.

C.I.I. (Toulouse)

Un service en grève contre le licenciement d'un intérimaire

JEUDI 13 juin, apprenant le licenciement pour le lundi suivant d'un intérimaire de leur service, les travailleurs (une quinzaine) du service Photocopie-Reproduction décidaient de débrayer le lendemain, vendredi, pour demander des explications au chef.

Prévenus, mais sceptiques quant au mouvement, les délégués CGT et CFDT demandaient ce jour-là une entrevue à la direction qui les renvoya au chef de service. Le lundi, plus décidés que jamais, les travailleurs de ce service débrayaient à nouveau et faisaient eux-mêmes une pétition de protestation demandant le maintien de leur camarade.

Une délégation de cinq personnes du service, accompagnée par deux délégués, un CGT, un CFDT, portait la motion au chef du personnel. Bien qu'ils aient prévu d'entrer et de demander des explications eux-mêmes, devant le manque de détermination des délégués qui leur conseillaient d'attendre qu'on veuille bien les laisser entrer, ils revinrent dans leur service. La journée se passa pratiquement en grève continue. Le mardi, ils se retrouvaient tous prêts à continuer. Ils décidèrent de défiler dans l'usine avec pancarte, explications et distribution de la motion qu'ils avaient rédigée. Un responsable CGT qui, jusque là, s'était tenu à l'écart se joignit au cortège, défilant en tête. Puis il leur proposa de faire des débrayages discontinus et de faire pression pour que soit fixée une réunion de service sur leurs autres problèmes (notamment les promotions).

Sentant que les syndicats ne voulaient pas appeler au soutien dans l'usine, les travailleurs du service Photocopie cédèrent petit à petit à la pression et décidèrent de terminer le soir leur mouvement après une collecte pour l'intérimaire licencié.

Par ailleurs, dans plusieurs secteurs de l'usine, des travailleurs faisaient signer une pétition de soutien, d'autres voulaient débrayer, d'autres faire un collecte pour encourager leur camarade. Mais les syndicats ne voulaient rien faire et disaient, dès le mardi midi, que c'était terminé.

En effet, le mercredi matin, l'intérimaire ne revint pas. L'affaire était classée pour les syndicats et la direction.

Mais cette action a démontré, pour la première fois, que la solidarité et l'unité des travailleurs existent sur les problèmes de licenciement, et surtout de licenciement d'un intérimaire.

Et la sympathie et l'approbation rencontrées dans l'usine à propos de cette grève, montrent que ce n'est qu'un début à la CII.

Correspondant L.O.

Chaussures André (Nancy)

250 licenciements déguisés

A l'annonce de la fermeture de leur usine, les deux cent cinquante travailleurs des chaussures André de Nancy se sont mis en grève illimitée et occupent les locaux. En effet, tout ce que le patron propose au personnel — dont une majorité de femmes —, c'est des reclassements dans les autres usines du groupe situées à une vingtaine de kilomètres de Nancy.

Pour les travailleurs, de telles mutations loin du domicile sont inacceptables ; elles signifieraient deux heures de plus passées dans les transports. En plus, le système du travail aux pièces fait qu'il n'y a aucune garantie de salaire. On voit bien là toute l'hypocrisie du patron qui préfère obliger les travailleurs à démissionner plutôt que de prendre la responsabilité d'un licenciement collectif.

Une première manifestation regroupait deux cents personnes, essentiellement des travailleuses de chez André et de chez Benjamin Pascal, un petit atelier de confection qui, lui aussi, a fermé ses portes. Une seconde manifestation à l'appel des syndicats et des partis de gauche regroupait quatre cents personnes.

Pour empêcher les autres usines du groupe de se joindre par solidarité à la lutte de ceux de Nancy, le patron fait du chantage en y faisant courir des bruits selon lesquels si Nancy ne ferme pas, il fermera une autre usine, ou encore qu'il pourrait licencier parmi les derniers embauchés pour faire de la place aux travailleurs mutés.

Faire payer aux travailleurs les frais de la restructuration de l'entreprise, utiliser les pires arguties juridiques pour camoufler un licenciement collectif en « mutations », faire du chantage pour empêcher la solidarité de s'exprimer, voilà les crapuleries devant lesquelles les patrons ne reculent pas pour accroître leurs profits.

Correspondant L.O.

CLERMONT-FERRAND

PAGAILLE A LA SECURITE SOCIALE

A la Caisse Primaire : 144.000 dossiers en instance

AUJOURD'HUI à la Caisse Primaire, on atteint un seuil critique ; depuis trois mois les guichets sont fermés au public et cela n'a pas arrangé les choses, contrairement à ce que prétendait la direction.

Actuellement, il faut attendre deux à trois mois, sinon plus, pour être remboursé et pour bien des assurés, la situation est dramatique.

Comment en est-on arrivé là ? C'est le résultat de la politique que mènent depuis plusieurs années la direction de la Caisse et le ministère de tutelle. Depuis des années en effet, la direction ne prévoit pas un effectif suffisant par rapport à l'accroissement du volume de travail ; elle ne prévoit pas non plus qu'il faut des locaux plus grands, et une décentralisation dans les autres villes du département.

Le ministère, de son côté, bloque les crédits, rognant sur les effectifs et les locaux.

Ce sont eux les responsables de l'asphyxie de la Caisse aujourd'hui.

Pour s'en sortir, la direction a trouvé une « solution » : les heures supplémentaires...

Face à cette situation, la direction se montre incapable de résoudre les problèmes : le Conseil d'administration pense même que le personnel est en nombre suffisant !

Bien sûr, la direction compte deux cent quatre-vingt-seize liquidateurs, ce qui suffirait quasiment. Mais en fait, s'il y a deux cent quatre-vingt-seize agents ayant le grade de liquidateur, il n'y a guère plus de quatre-vingts à cent agents qui font effectivement le travail de liquidation des dossiers ; les autres étant affectés à des travaux divers, tout aussi indispensables d'ailleurs. La production étant de soixante dossiers par jour et par agent, et étant donné qu'il arrive chaque jour six mille deux cents dossiers par poste, il n'est pas difficile de calculer qu'en réalité, il se liquide par jour à peu près ce qu'on reçoit au courrier. Le reste, c'est-à-dire les cent quarante-quatre mille dossiers, reste donc quasiment tel quel. Il ne peut être liquidé avec le personnel qu'il y a ; c'est véritablement l'impasse ; pour s'en sortir, il faudrait deux fois plus de liquidateurs ; avec les vingt-cinq ou trente que la direction parle d'embaucher, on est loin du compte.

Quant au problème des locaux, si l'on en croit la direction et dans le meilleur des cas, le premier serait créé d'ici un an. Alors, il faut voir à quel point le personnel est entassé pour comprendre ce que signifie ce délai. Même si aujourd'hui la direction voulait vraiment embaucher, elle ne le pourrait pas, faute de place ; et quant aux assurés, ils se déplacent dans tout le département...

Alors, la direction a eu une idée de génie ; la solution, elle l'a trouvée : les heures supplémentaires !

...et les syndicats complices

FO s'est rangée du côté patronal en acceptant le principe des heures supplémentaires lors de la réunion du CE où cela a été adopté.

La CFDT ne l'a pas voté, mais n'a fait aucune propagande pour dénoncer cette « solution ». Autant dire qu'elle laisse faire.

Quant à la CGT, dans un tract diffusé le jour de la réunion du CE, elle écrivait :

« A ce propos, nous tenons à rappeler que nous sommes contre les heures supplémentaires et nous considérons qu'elles ne peuvent pas apporter de solutions durables à quelque situation que ce soit. Cependant, en raison de la situation exceptionnelle à laquelle est confrontée notre Caisse nous pensons que cette éventualité peut dans l'immédiat permettre un déblocage de la situation... »

Mais huit jours après, elle rectifie le tir : la CGT est contre les heures supplémentaires « que ceux qui voient quelque intérêt à déformer sa position ne s'y trompent pas... ». La CGT se bat :

— pour la réduction du temps de travail,

— pour l'amélioration des conditions de travail et ce n'est pas par hasard que notre fédération engage d'ores et déjà une grande campagne sur ce thème.

Partant de là, il ne serait pas dans ses orientations d'admettre le principe des heures supplémentaires... »

Autrement dit, il ne faut pas s'y tromper. Si la première fois, tout le monde, et y compris ses militants et responsables, a cru que la CGT avait accepté le principe des heures supplémentaires, eh bien, c'était une erreur, Retournez tous à l'école pour apprendre à lire...

On ne peut plus clairement se moquer du monde...

Le personnel tranche

Peu de liquidateurs, dix-huit seulement, se sont inscrits pour les heures supplémentaires. Quant aux autres catégories de personnel, les employées d'ordre et les dactylos-facturières, tout ce qu'on peut affirmer c'est que, étant donné qu'il y a parmi elles un fort pourcentage d'auxiliaires, de sérieuses pressions ont été exercées pour qu'elles acceptent en nombre suffisant.

Où en est-on ?

Il est bien évident que les heures supplémentaires ne résoudront rien. Les vraies solutions, embauche massive et immédiate et création immédiate de centres de paiement, il reste à les imposer.

Et dans l'immédiat, pour que ceux qui attendent leur dû soient remboursés, on peut très bien envisager des solutions réelles au niveau de la simplification des opérations de remboursement et de l'allègement de toute cette paperasse qui encombre et retarde.

Alors, la direction attend peut-être que le problème se règle de lui-même, que le retard se résorbe tout seul, elle ne fait rien, elle ne prend absolument aucune mesure. Attend-on l'asphyxie totale ?

Il reste au personnel à soutenir l'action des assurés et à se mobiliser, lui aussi, pour obliger la direction à prendre les mesures qui s'imposent tout de suite.

Correspondant L.O.

La campagne du Comité droit à la santé

LE Comité droit à la santé a engagé une campagne de protestation contre les retards scandaleux dans le remboursement des prestations à la Caisse Primaire d'Assurances-Maladie, retards dont le personnel insuffisant en effectif et travaillant dans des locaux saturés, n'est pas responsable.

Mais pour les assurés, la situation est devenue catastrophique et le mécontentement s'exprime partout, dans les conversations, au travail comme sur les marchés. Pour tenter d'organiser ces réactions, le Comité a engagé une campagne de pétitions.

LA CAMPAGNE DE PETITIONS

Au marché Saint-Pierre, le plus important de la ville, comme sur la place de Jaude, devant les panneaux dénonçant les carences des autorités et réclamant des mesures d'urgence, de nombreuses personnes s'arrêtent, font des réflexions à haute voix : **« Ils ont bien raison »** et signent volontiers, tout en exposant leur cas :

« — Cela fait trois mois que j'attends; j'ai un loyer et les factures de l'EDF qui n'attendent pas.

— On me doit plus de 1.000 F depuis quinze semaines et à la direction on m'a dit qu'il n'était pas possible de faire des avances.

— J'ai travaillé pendant quarante ans ; mes indemnités journalières, étant en maladie, n'arrivent plus et j'ai dû aller mendier au bureau d'aide sociale un secours d'urgence : 100 F. C'est une honte d'obliger un travailleur à en arriver là. »

Bien des assurés prennent volontiers le tract et des feuilles de pétition qu'ils promettent de faire signer par leurs voisins, au travail. Il y a constamment du monde autour de ceux qui font signer et l'on entend souvent ce genre de remarque : **« Il faudrait aller là-haut** (dans les bureaux de la direction) **les bousculer ».**

En quelques jours, on atteignait mille cinq cents signatures. Chaque jour se tient une permanence.

Des lettres d'encouragement et de soutien témoignent elles aussi de la profondeur du mécontentement.

LA REUNION PUBLIQUE

Mercredi 3 juillet, une soixantaine de personnes assistent au centre Blaise-Pascal à une réunion publique destinée à dénoncer les carences de la direction, les responsabilités de l'Etat qui refuse les crédits, les conditions de travail aberrantes du personnel de la Sécurité sociale. Une employée de la Sécurité sociale et le président du Comité sont approuvés chaleureusement et applaudis maintes fois.

Puis la salle a la parole. Une retraitée, des pensionnés, un invalide dénoncent vigoureusement la situation qui leur est faite et ajoutent qu'ils sont prêts à dire tout ce qu'ils pensent aux autorités.

Un militant CGT s'élève contre l'attitude du syndicat CGT de la Sécurité sociale qui a accepté le principe des heures supplémentaires et déclare qu'il vaudrait mieux embaucher du personnel.

Une assistante sociale décrit les conditions de travail qui leur sont imposées et la détresse des hôpitaux et des maisons de retraite de la région.

Lorsque le président propose une série de démarches, de lettres de protestation, dont une lettre ouverte à Giscard d'Estaing, maire de Chamalières (banlieue de Clermont) jusqu'à son élection, il est vigoureusement applaudi. On se donne rendez-vous devant la préfecture pour le 10 juillet. En effet, syndicats et partis de gauche, devant le mécontentement des assurés et sans doute aussi, ne pouvant pas continuer à ne rien faire par rapport à la campagne du Comité, se décident enfin à appeler à une manifestation.

Celle-ci d'ailleurs amènera très peu de monde, par suite de son impréparation, le tract y appelant ayant été diffusé au dernier moment, et, pour comble, à la Sécurité sociale, l'heure de la manifestation n'avait même pas été indiquée... La délégation à la préfecture revint les mains vides, aucune mesure, aucune promesse n'ont été données.

LE COMITE CONTINUE SA CAMPAGNE

Des mesures pratiques immédiates doivent être appliquées : remboursement d'un forfait avec une simple attestation sur l'honneur ; gratuité des soins et visites médicales pour tous ceux qui en ont besoin, et non pas pour quelques cas exceptionnels ; embauche massive de personnel ; décentralisation à Issoire, Riom, Ambert.

Vendredi 12 juillet, une délégation du Comité sera reçue par la direction de la Caisse Primaire ; à cette occasion, un rassemblement de soutien est prévu devant la Cité Administrative, le personnel étant appelé aussi à manifester sa solidarité.

FEUILLETON

Ernst Glaeser
le dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

RESUME

On est en 1927. Accompagné par sa fille Irène, Jean-Gaspard Bäuerle fait route pour l'Allemagne qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

Assis dans le bar du navire, il évoque ses souvenirs : fils d'un ouvrier menuisier de Siebenwasser en Würtemberg qui émigre aux USA, il est d'abord ouvrier métallurgiste. Il fait ses études à force de volonté et de privations. Inventeur d'une machine, il devient un riche industriel, épouse une femme mexicaine qui meurt en donnant naissance à Irène.

Vers cette époque, dans un village proche de Siebenwasser, le jeune Kalahne, fils d'un paysan besogneux, forme avec ses camarades d'école une sorte de confrérie. Le groupe rejoint le Parti National Socialiste.

Schickedanz était debout devant la glace et nouait sa cravate. Il fallait se dépêcher. Par les fentes des volets entrait le premier soleil et dans la cour, derrière, les moineaux faisaient du tapage. Schickedanz ne disait mot. Dix marks de fichus et demain ce n'était encore que le 25. Maria secouait les coussins.

« Va-t-elle la boucler ? ». Mais il savait que Maria ne parlerait pas. Sa patente de masseuse dépendait du bon vouloir de quelques conseillers municipaux, qui lui avaient appris que le silence était son meilleur atout.

Et Maria se taisait et ne recevait que les initiés. Pour le reste, elle était quelque chose dans le genre d'une infirmière. Elle avait 3.500 marks à la Banque, mais il lui en manquait encore 4.000 pour louer l'auberge à Wimpfen et son fiancé, représentant pour motocyclettes à Esslingen, « mon amour de jeunesse » comme l'appelait Maria, n'avait rien pour l'aider.

« C'est un toqué qui a fait le monde », pensa Schickedanz, s'essuyant, avec la serviette de toilette, le rouge de Maria sur ses lèvres.

Quand il l'entendit parler.

— « Dis donc, ça devait être une sacrée pièce que vous êtes allé voir »...

Schickedanz se retourna.

Sur le canapé, Maria était assise en kimono déteint. Devant elle l'article de critique théâtrale.

— « Qu'est-ce que ça peut te foutre ? », hurla Schickedanz.

— « Mais voyons, c'était comme ça sur la table et alors, j'ai lu ».

— « Enlève ça ».

Schickedanz mit son veston, ramassa les feuilles et les mit dans sa poche intérieure gauche.

« Est-ce que la pièce est vraiment aussi immorale que tu l'écris ? »

— « C'est un scandale ! » cria Schickedanz.

— « Mais pourquoi cries-tu ? Je n'y peux rien, moi ».

Maria se leva, offensée, serra son kimono et alla devant la glace.

— « Mais vous êtes comme ça, vous autres. Quand c'est fini, vous devenez insupportables. »

— « Ça va, ça va », grogna Schickedanz ; il mit les dix marks sur la table et alla vers la porte.

— « Comme tu es grossier aujourd'hui. Me jeter l'argent comme ça ! »

— « Fais pas la fière... » dit-il, grincheux. Cette femme l'assommait tout à coup. Tout l'assommait. La ville, Kalahne, l'article, la pièce et par-dessus tout son métier.

« Rentrer et prendre un bain », pensa-t-il.

Il sortit sur le palier. Maria était derrière lui avec une lampe de poche. Infecte, cette odeur sucrée de l'alcool de menthe entre ses dents. Il sentit un cheveu sur sa lèvre. Il le cracha.

Maria ouvrit la porte. Elle regarda prudemment si la rue était vide. Quand elle fit signe, Schickedanz sortit. Il faillit sauter en arrière devant l'austère clarté du jour.

« Alfred, chuchota Maria, demain, je vais voir la pièce. Ça doit être un beau fumier. Mais dis, qu'est-ce que ça veut dire au juste, bolchevisme culturel ? »

Schickedanz s'en alla sans répondre. L'air était clair et frais. La rosée brillait sur les toits d'ardoise de la vieille ville. La façade de l'Hôtel de Ville se dressait irréelle dans la lumière du matin.

Schickedanz était gelé. Il traversa une place déserte.

« Les femmes ne peuvent jamais se taire quand on n'a plus besoin d'elles ».

Il alla à l'imprimerie.

L'**Informateur Universel pour Siebenwasser et ses environs** parut vers midi. C'était l'heure où les écoles fermaient, où les artisans quittaient leur atelier, où les ouvriers allaient à la cantine, où les fonctionnaires et employés non mariés se dispersaient vers les restaurants.

Kalahne était assis au Café Adelmann. Il détestait l'odeur, l'atmosphère moite des restaurants, la hâte déplaisante des employés à engloutir leur soupe en lisant le journal. Il méprisait les conversations de métier, les aliments qu'on prenait, les façons de parler qu'on affectionnait, les astuces dont on riait.

Son refus de mener la vie habituelle d'un fonctionnaire le poussait jusqu'à éviter le vendredi les assesseurs, au restaurant de la Couronne. Il ne participait d'ailleurs à aucune des fréquentes beuveries en commun. Pendant ses études, Kalahne n'était jamais entré dans aucune association d'étudiants. Il condamnait les corps d'étudiants comme foyers de l'esprit de caste et affichait cette opinion avec une extrême netteté. A Siebenwasser, il se tenait volontairement à l'écart de tous les anciens universitaires. Ses sorties se limitaient aux invitations chez Madame von Berg, aux soirées que donnait Weber, l'industriel, tous les deux mois, et à ses rencontres avec Bringolf. Il soulignait sa position « en dehors » de la société toutes les fois qu'il le pouvait et rien ne lui était plus agréable que la mauvaise renommée dont il jouissait parmi les fonctionnaires. L'argument le plus sérieux que l'on avançait contre ce fils de paysan de la Rauhe Alb était sa méthode de travail. Elle heurtait, certes, le mécanisme habituel de la journée bourgeoise. Tandis que tous les fonctionnaires faisaient ponctuellement leurs heures de service et distinguaient méticuleusement vie publique et vie privée, Kalahne ignorait ce compartimentage. Il aurait étouffé si on l'avait contraint à vivre selon la règle. Il quittait souvent son bureau, allait au café ou à la bibliothèque municipale. Sans doute disait-il toujours à son subordonné où on pourrait le trouver et il était toujours là quand on avait besoin de lui, mais cette conception lâche de la discipline administrative avait provoqué chez ses collègues une indignation qui s'était traduite deux mois après par une plainte officielle en haut lieu. Prätorius avait couvert Kalahne. Il l'avait nommé son secrétaire personnel et sorti de la situation habituelle d'un fonctionnaire municipal. Malgré son antipathie personnelle pour le jeune homme, il devait s'avouer qu'il n'avait pas eu de collaborateur aussi remarquable depuis des années. Ce n'était pas seulement la rare intelligence de Kalahne qui le séduisait, c'était le fanatisme, la fougue qu'il avait en empoignant un travail, qui donnaient à Prätorius le sentiment qu'on ne pouvait le juger selon les règles courantes. Il n'y avait pas de besogne qui fût au-dessus de Kalahne. On pouvait le faire appeler à n'importe quelle heure et le faire travailler. Il ne faisait pas de différence entre sa vie privée et son service. Il ne tuait pas le temps en travaillant, mais il était toujours occupé par les questions qui intéressaient la ville. Il travaillait le plus volontiers la nuit. Depuis deux ans, pas une approbation du Conseil, pas une déclaration municipale, pas un rapport, rien n'était sorti de l'Hôtel de Ville sans avoir été préalablement refait par Kalahne. Ce jeune homme avait une maîtrise de la langue stupéfiante. Il écrivait un allemand souple, concis, et le conseiller Schrader, qui exerçait provisoirement les fonctions de premier bourgmestre après la mort de Prätorius, se souvenait encore avec admiration de ce rapport sur le projet de canal, adressé au Gouvernement, à Stuttgart. Kalahne avait achevé en une nuit cet ample document de trente-six pages. Stuttgart répondit, favorablement, en demandant en outre quel était l'auteur de ce remarquable rapport.

Prätorius avait cette fois-là indiqué Schrader, ce qui était juste formellement, car l'affaire tombait dans son rayon. Depuis ce jour, le Conseiller Schrader se réjouissait de la faveur particulière du Ministre de l'Intérieur.

Kalahne avait pris place sur le canapé rouge, sous le miroir en fausse glace de Venise. Margrit apporta le café, le pâté et les œufs à la coque. Kalahne lisait la **Frankfurter Zeitung**. Le café était vide. Margrit s'assit derrière le comptoir et considéra les tartelettes aux raisins et les « baisers » à la crème.

La **Frankfurter Zeitung** jouait un grand rôle dans la vie de Kalahne. Depuis l'Université, il la lisait journellement. Il détestait son esprit. Mais il vénérait son style et la distinction posée de sa langue. Ici la bourgeoisie respirait sous sa forme la plus « mondaine », au sens noble du mot. Intelligente, cultivée, sceptique, sérieuse et totalement dépourvue d'héroïsme. Pour Kalahne, l'esprit bourgeois était la dalle sur la tombe des destinées allemandes. C'était lui qui, de la grande révolution allemande de 1914 avait tiré un monde capitaliste, porté par les seuls intérêts économiques. C'était lui qui le premier avait cherché à faire un commerce international du sacrifice sanglant que la jeunesse avait librement consenti. Ensuite, quand les armes du monde réuni s'étaient montrées plus décisives que la force du pays ruiné et criant famine, la bourgeoisie, avec des pleurnicheries de banquiers faillis, avait vendu le peuple aux démocraties occidentales.

Qu'était devenu l'Etat ? Un pantin aux mains de l'économie et des intérêts financiers. Il n'y avait qu'à aller dans les familles bourgeoises pour entendre avec quelle ferveur quasi-religieuse on prononçait le mot « Grande industrie ». Comme si c'était l'instinct d'un peuple que de construire des autos et d'entasser du charbon. C'étaient là des choses utiles, mais rien de plus. Des choses qui ne pouvaient unir un peuple dans le sentiment d'une mission. Avec toute l'ardeur dont il était capable, Kalahne croyait à la mission du peuple allemand. Il croyait que ce peuple seul parviendrait à donner son sens au XX^{e} siècle, à créer un équilibre entre l'homme et le travail, l'individu et la communauté.

Kalahne lut l'article de tête de la journée. Dans un allemand circonstancié, mais excellent, on développait ici cet idéal dangereux que la République avait inscrit sur son drapeau tricolore : le bien-être, le calme et l'harmonie des situations sociales. Ici l'adversaire se présentait sous sa meilleure forme. Avec les moyens d'un journalisme sérieux, le pays était incessamment urbanisé et adapté à cette mentalité que Kalahne qualifiait d'occidentale.

Il la haïssait, mais se rendait compte de sa force. En fondant sa confrérie, il avait fait le premier pas sur le chemin du combat. Quatre-vingts jeunes gens dans toutes les régions du pays vivaient sans conditions selon ses idées. Quand il se soumit par un accord secret au Parti partout raillé, il fit le second pas. Il savait que de petits groupes de conjurés, agissant en secret, qu'ils soient de nature militante ou purement spirituelle, ne pouvaient jamais parvenir à une action d'envergure suffisante pour retourner la façon de penser de la nation. Malgré tout son mépris pour l'appareil de parti, il croyait qu'il fallait se servir de ce moyen auxiliaire fourni par la démocratie pour rassembler le peuple et le préparer à la révolte.

(à suivre)

cinéma

FLICS ET VOYOUS

de Aram Avakian

Flics et voyous, **c'est d'abord un portrait du flic new-yorkais, du flic de base, celui qui affronte les petits malfaiteurs, les gagne-petits du hold-up, les criminels par désespoir, et autres paumés de la société, ceux qui, assez souvent, y risquent leur peau, et pour des salaires pas très brillants, tout cela pendant que les gros bonnets de la police trafiquent avec la mafia et arrondissent confortablement leurs fins de mois, sans quitter leurs bureaux.**

Joë et Tom sont de la première catégorie, un peu « salauds », un peu truands, et bons pères de famille. Et de plus, ils en ont assez de leur boulot de flic, et cherchent « la » solution qui leur permettra de tout lâcher, et d'aller, l'un se dorer au soleil d'Amérique du Sud, l'autre, s'établir fermier, au Canada.

Et pour cela, ils ont un gros atout : ils sont flics, c'est-à-dire qu'ils ont un uniforme et un revolver, autrement dit : deux passe-partout. Et ils vont les utiliser pour faire un « coup » réputé impossible, mais qui doit leur rapporter deux millions de dollars.

Et on voit alors les simples flics devenir des super-voyous, et rouler tout le monde : les banquiers, les vrais truands et la police par-dessus le marché.

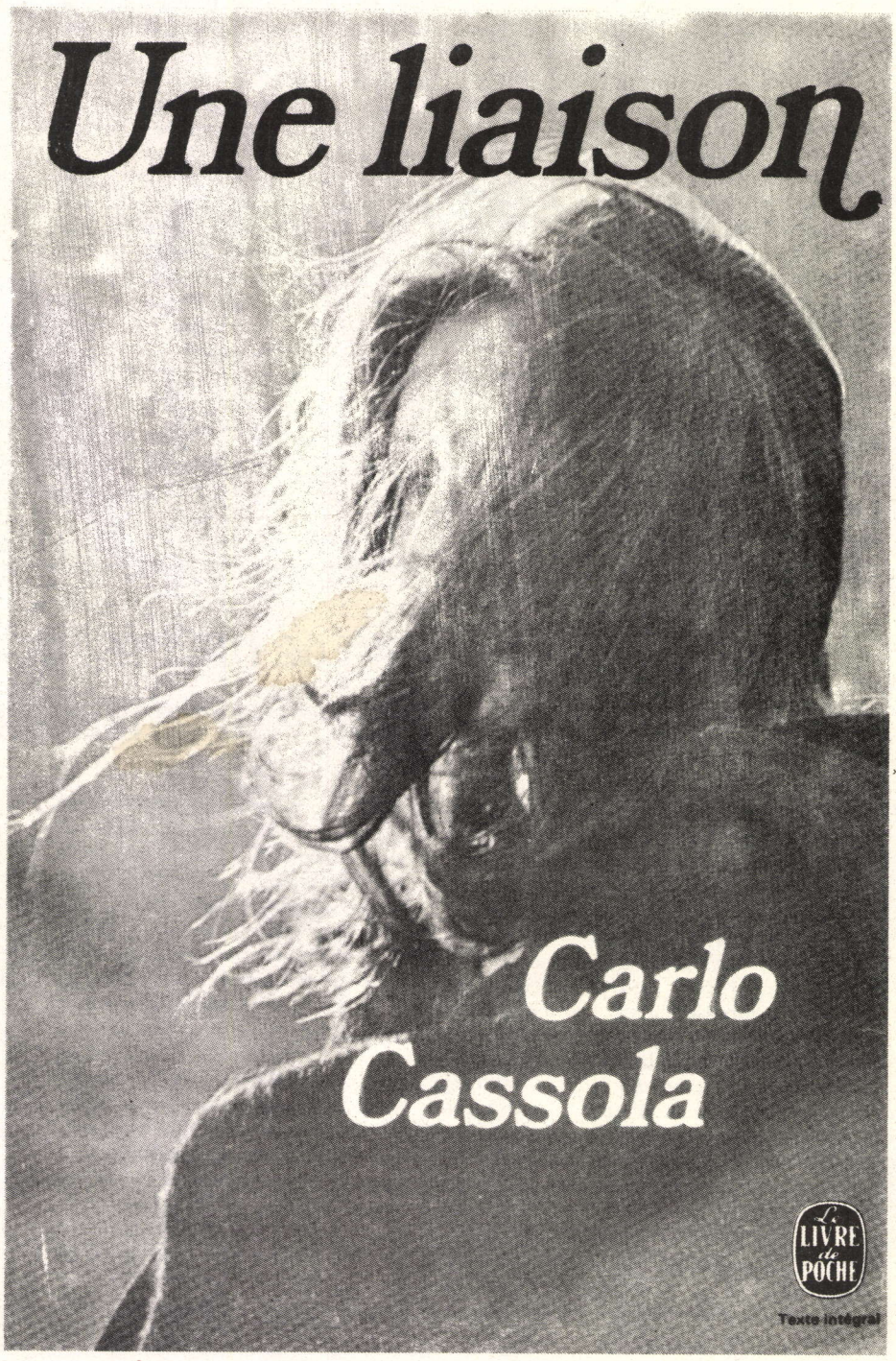
Un « suspense » bien tenu, un peu d'humour, beaucoup de réalisme, et une moralité tout à fait spéciale : un bon film qu'on ne peut guère qualifier autrement que de « policier ».

Pascale ROBLET.

livres

UNE LIAISON

de Carlo Cassola



Cette « liaison » que nous décrit Carlo Cassola (auteur de La Ragazza), **c'est celle d'un homme marié, du genre qu'on dit « respectable », c'est-à-dire « bon époux, bon père et bon employé », et d'une jeune fille, d'une de ces laissées-pour-compte de la société, de celles dont on dit qu'elles sont des « filles faciles ».**

Et ce sont tous ces maux sociaux que sont le « qu'en-dira-t-on ? », la respectabilité et toutes les hypocrisies qu'ils engendrent que Carlo Cassola dénonce à travers cette « liaison » à la sauvette, qui devient petit à petit, de l'amour, parce que ni le respectable Mario, ni la facile Giovanna, ne sont respectable ou facile, comme la société a décrété qu'ils sont.

La liaison, **de Carlo Cassola, c'est une liaison « à l'italienne », comme on parlait, il n'y a pas bien longtemps encore de « divorce à l'italienne », mais Mario et Giovanna, ce sont finalement tous les couples « clandestins », qui plutôt que d'affronter l'hypocrisie de la société, acceptent cette hypocrisie, et essaient de se « bricoler » un petit bonheur, qui est, évidemment, sans lendemain.**

P.R.

Une liaison, de Carlo Cassola - Livre de Poche n° 3868.

SÉLECTION TÉLÉVISION

Mardi 23 juillet

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Les trois lanciers du Bengale. Un film de Henry Mathaway (1935). Ce film, qui exalte les hauts faits des années colonialistes anglaises en Inde, sous le règne de la reine Victoria, sera suivi d'un débat sur la colonisation britannique... Un débat pour le moins partial puisque les principaux protagonistes sont pratiquement tous des hommes qui ont servi les menées impérialistes anglaises.

Mercredi 24 juillet

PREMIERE CHAINE (20 h 30) :

LES TROIS VERITES : L'ORTF en question : pour ou contre la réforme, avec Robert-André Vivien (député UDR) et Georges Fillioud (député socialiste).

TROISIEME CHAINE (20 h 30) :

Il y a trente ans, la Libération.

Une rétrospective du débarquement des alliés et de la lutte des maquis, réalisée par le général Fernand Gambiez.

C'est à coup sûr à une histoire très anecdotique et patriotarde que nous aurons droit.

Jeudi 25 juillet

DEUXIEME CHAINE (21 h 40) :

Le feu de la terre, une série d'Haroun Tazieff, le célèbre explorateur de volcans.

Aujourd'hui, un documentaire sur le Niracongo, un volcan situé au Zaïre.

Dimanche 28 juillet

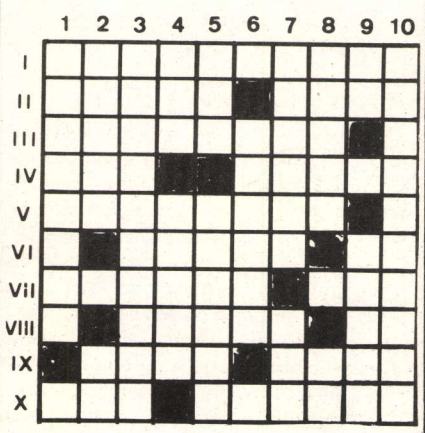
PREMIERE CHAINE (20 h 45) :

La nef des fous, un film de Stanley Kramer, avec Vivian Leigh, Simone Signoret, Oskar Werner, Lee Marvin.

Lundi 29 juillet

TROISIEME CHAINE (20 h 30) :

Le mépris, un film de Jean-Luc Godard, avec Brigitte Bardot, Michel Piccoli.



HORIZONTALEMENT. — I. Echec. — II. Baisse à la production, pas au détail ! - Composante importante de l'alimentation du précédent. — III. Banal pour un flic. — IV. Pour la santé, c'est meilleur que le travail - Répété. — V. Ils sont frits. — VI. Dresse - Note. — VII. Débuté - Pour jouer. — VIII. Arrose Rome - Note. — IX. Fragile - Un des grands du pétrole. — X. Trop souvent bondé - Un qui va peut-être revenir à Kuneitra.

VERTICALEMENT. — 1. Pour faire bonne chère, mais jusqu'à quand ? — 2. Vérifiée - Pronom. — 3. Où l'on met les promesses électorales. — 4. Remontée par la marée - Peut germer. — 5. Possessif - Nuage. — 6. Peut se faire pour un tribunal. — 7. L'armée en est une grande, paraît-il - Dans la terre. — 8. Vas au hasard - Pose une condition. — 9. Négation - Paris en valait une. — 10. Fait éclater ses chaînes.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	■	I	N	V	E	N	D	U	S
II	O	D	E	O	N	■	U	N	E
III	C	E	L	L	U	L	E	■	R
IV	E	A	U	■	R	I	■	■	I
V	A	L	M	■	E	C	H	■	E
VI	N	I	B	■	S	H	A	W	■
VII	I	S	O	■	I	E	N	A	■
VIII	D	T	■	L	E	N	■	T	A
IX	E	E	■	A	■	■	E	T	A

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT PORTUGAIS

LA composition du nouveau gouvernement portugais a été saluée par la presse comme une victoire de la gauche. On a même parlé d'un « nouveau 25 avril » voire d'un « renforcement de la révolution ».

Libre aux Partis Socialiste et Communiste portugais de transformer en victoire le fait qu'au lieu d'avoir été purement et simplement éliminés du gouvernement ils aient chacun perdu un siège pour faire place aux militaires. Après tout, chacun mesure ses victoires à l'aune de ses ambitions. Et celles du PC et du PS se limitent à s'accrocher aux quelques postes ministériels que l'armée veut bien leur laisser.

Mais on a beau parler de « renforcement de la gauche », il faut bien constater que les seuls à se renforcer dans le nouveau gouvernement, ce sont les militaires. Mais des militaires « de gauche », nous dit-on. Seulement, qu'est-ce que cela peut bien signifier d'avoir le cœur à gauche pour des militaires qui, comme le commandant Alves, pour ne prendre qu'un exemple parmi les nouveaux ministres, ont servi sous Salazar cinq ans au Mozambique et six ans en Angola, et ont suivi des stages de formation contre « l'insurrection et la subversion » ? Et le « progressisme » d'un colonel Gonçalvez n'est ni plus ni moins « à gauche » que celui d'un Nasser par rapport à Neguib.

Glissement à gauche tout de même, affirme-t-on, puisque la droite « politique » est éliminée du gouvernement. Mais cela traduit moins un glissement à gauche que le renoncement de l'armée portugaise à se faire représenter au pouvoir par hommes politiques interposés. En l'occurrence la mise à l'écart de Palma Carlos et de ses semblables signifie avant tout que les représentants politiques de

LA GAUCHE OTAGE DES MILITAIRES

la bourgeoisie portugaise, de plus ou moins bon gré il est vrai, se sont mis en réserve ne serait-ce, à moyen terme, que pour affronter dans les meilleures conditions possibles les prochaines élections générales qui doivent avoir lieu au printemps 1973. En ce sens, la « défaite » de la droite politique n'est que toute relative.

Dans le nouveau gouvernement, c'est l'armée qui désormais apparaît ouvertement, crûment, débarrassée de sa couverture de « civils », prête à intervenir sans s'embarrasser des procédures constitutionnelles au cas où les partis de gauche ne joueraient pas le rôle qu'elle attend d'eux : enrayer l'agitation sociale et mettre au pas la classe ouvrière. Et ce n'est pas parce que les partis de gauche sont plus que jamais les otages des militaires que la «gauche» s'est renforcée pour autant. C'est même plutôt l'inverse : car le renforcement de l'armée avec le maintien des communistes et des socialistes au pouvoir ne peut que signifier un glissement résolument et ouvertement à droite de la politique des organisations ouvrières qui ne pourront plus se permettre de ne pas s'opposer franchement aux revendications politiques et sociales des travailleurs.

Se consoler de la réduction à la portion congrue de la gauche politique en se félicitant des progrès de la « gauche militaire », c'est se payer de mots et parier bien imprudemment sur l'avenir. Certes, pour l'instant, l'armée portugaise a choisi de tenter l'expérience de la participation du Parti Socialiste et surtout du Parti Communiste au pouvoir. Mais quant à trancher s'il s'agit d'un coup de barre à gauche ou à droite opéré par les militaires, c'est autre chose. Car seule leur attitude dans l'avenir par rapport aux conflits sociaux pourra permetire d'en juger.

Huguette CHEVIREAU.

Espagne : l'heure des choix pour les classes dirigeantes

C'EST dans la chambre d'une clinique madrilène, presque à la sauvette, que Franco, le dictateur sénile qui gouverne l'Espagne depuis trente-cinq ans a passé ses pouvoirs. Il n'est pas facile, aux classes dirigeantes espagnoles, de remplacer un tel « homme providentiel ». Le « boucher des Asturies », le chef de la guerre civile, le bourreau du peuple espagnol pendant trente-cinq ans, ne se remplace pas du jour au lendemain. C'est pourquoi elles ont, si longtemps, reculé l'échéance. Mais aujourd'hui, quels que soient les développements futurs de l'état de santé du Caudillo, il faut bien se rendre à l'évidence : l'heure de la succession, l'heure des choix a sonné.

Bien sûr, Franco, depuis longtemps, a préparé sa succession, soucieux que sa disparition ne crée pas de discontinuité dans la dictature qu'il a mise en place. Il a désigné lui-même, en Don Juan Carlos de Bourbon, petit-fils du dernier roi d'Espagne Alphonse XIII, son successeur à la tête de l'Etat.

Mais ce choix, en lui-même ne règle aucun des problèmes laissés en suspens par la fin du dictateur. La bourgeoisie espagnole, les hauts dignitaires de l'Etat, de l'armée et de la police sont divisés quant à l'avenir à donner au régime, et sont loin d'admettre unanimement le retour à la monarchie en la personne de Don Juan Carlos, dont même les monarchistes contestent la légitimité. Dans la crise de succession qui va déchirer maintenant les classes dirigeantes espagnoles, il faudra faire des choix. Il faudra choisir entre une multitude d'options, qui vont de celles des partisans d'une libéralisation contrôlée, par exemple « à la portugaise », à celles des ultras-franquistes de l'armée et de la police partisans du maintien d'un régime « pur et dur ». Quant à Juan Carlos, s'il a pris soin de ne pas indiquer jusqu'à présent quels seront ses choix, c'est qu'il serait sans doute incapable de les imposer.

Ainsi, le franquisme finit son règne dans l'incertitude du lendemain. La bourgeoisie, les classes dirigeantes, la camarilla politique et militaire qui grouillait autour de Franco, sont d'ores et déjà orphelines de leur dictateur sanglant, et cherchent fébrilement comment assurer sa succession en préservant au mieux leurs intérêts. Bien sûr la seule chose qui les unit réellement est leur peur de la classe ouvrière, leur peur des classes populaires espagnoles, maintenues depuis trente-cinq ans sous la chape de plomb de la dictature. Depuis plus de dix ans, cette classe ouvrière s'est battue, a manifesté à maintes reprises que les fusils de la garde civile ne lui font plus peur. Mais, là encore, il faudra choisir le meilleur moyen de maintenir cette classe ouvrière. Verra-t-on naître une version espagnole du régime portugais, s'appuyant sur des Partis Socialiste et Communiste revenus à la légalité, et tout à fait prêts à jouer le jeu, ou le maintien sans masque d'une dictature qui fusille à la moindre grève, ou bien, entre ces deux possibilités extrêmes, verra-t-on la dictature chercher un fragile point d'équilibre, en gommant ses aspects les plus sanglants pour maintenir l'essentiel ? Qui tranchera entre cette multitude de solutions ? Juan Carlos sera-t-il à même de le faire, ou ne sera-t-il, après Franco, qu'un intermède ?

Telles sont les inconnues de cette fin de règne que connaît l'Espagne. Et dans cette situation, la classe ouvrière ne peut accorder de crédit à aucun des hommes politiques bourgeois qui vont peut-être se succéder à la tête du pays pour rivaliser de « libéralisme ». Le franquisme agonise dans les déchirements des classes dirigeantes. Mais les tortionnaires de la garde civile, l'armée éduquée dans l'esprit de la guerre civile — et prête à recommencer si nécessaire — sont toujours en place ; elles restent les meilleurs remparts, les piliers de l'appareil d'Etat, quels que soient les oripeaux libéraux dont elles chercheront peut-être à s'affubler. Franco mort, tous ceux qui avec lui ont été pendant trente-cinq ans les bourreaux de l'Espagne, resteront à abattre.

André FRYS.

L'attentat de la Tour de Londres : un acte odieux qui dessert la cause des catholiques d'Ulster

La bombe qui a explosé mercredi dernier à la Tour de Londres a fait un mort et plus de trente blessés parmi les touristes venus visiter ce haut lieu de l'histoire de la royauté anglaise.

L'attentat semble si odieux qu'il fait d'abord penser à une provocation. La plupart des journaux et commentateurs attribuent l'attentat à l'IRA « provisoire ». Bien que jusqu'à présent l'IRA ne l'ait ni revendiqué ni démenti, il est possible qu'il soit en effet l'œuvre de nationalistes irlandais, comme semblerait l'indiquer le choix du lieu et comme le passé de l'IRA autorise à le penser.

De toute façon, nous ne pouvons que condamner cet attentat.

Car, si l'on comprend comment des militants traqués, voyant leurs espoirs et leurs aspirations sans cesse bafoués, voyant l'armée britannique utiliser contre les catholiques d'Ulster tous les moyens, y compris le meurtre, comment des militants sans autre perspective que celle de la violence la plus aveugle contre des civils parfaitement innocents, sans autre politique qu'un nationalisme borné et réactionnaire, si l'on comprend donc comment ces militants peuvent en venir à commettre de tels actes, on ne peut les admettre.

Et d'abord parce que ces actes vont à l'encontre des intérêts des opprimés d'Irlande. Parce qu'ils contribuent à dresser un mur de haine et de sang entre les travailleurs catholiques et protestants en Irlande, parce qu'ils permettent au gouvernement anglais de gagner une large partie de l'opinion publique anglaise à sa politique en Ulster.

La cause des travailleurs d'Ulster, des opprimés catholiques n'a rien à gagner et tout à perdre par de tels actes. Ceux qui les commettent, quels qu'ils soient, ne font qu'aider les pires ennemis de ceux pour qui ils croient se battre.

Jacques LENOIR.